
EU - REVIEW
Activities of the Institutions
of the European Union

432

N° 621 DU 11 NOVEMBRE 1994

Information hebdomadaire aux
Délégations de la Commission européenne
sur les travaux principaux
des Institutions de l'Union européenne

De la part du Secrétariat général - Horst-Jürgen TITTEL
Service "Information des Délégations"
BREY 13/122 - tél. 52375/52125 - téléfax 296.59.96

**EN CAS DE PROBLEME DE TRANSMISSION VEUILLEZ VOUS ADRESSER AU
SERVICE FAX : Tél. 29.51206**



COMMISSION EUROPEENNE

EUROPEAN COMMISSION

FROM : C.E.C. - M174 WAERZEGGERS-VAN-ROMPAEY.L
TO : C.E. WASHINGTON - WASHINGTON
REF : 4315081858 - 11-11-1994 22:24

TO: 7 MP408
7 MI406
7 MU400
SUBJECT: "Enc 1:621
TELEX621"

DISTRIBUTION

H.D.	
D.H.D.	
CHA/ADM	
REL	
ASR	
COM/TR.	Hd's
DEVT.	OF
ECO/FIN.	Sections
P.P.A.	
S&T	
T.E.E.	
SUP. AG.	
C.C.	

- 2 -

Voici un résumé des principales activités des Institutions de l'Union européenne :

I. COMMISSION

1. STATE AID POLICY : OVERVIEW
2. PECHE : REPARTITION FINANCIERE DEFINITIVE DES RESSOURCES POUR L'ADAPTATION DES STRUCTURES (1994-1999)
3. COMMUNICATION : LIBERALISATION DES RESEAUX
4. EAST-WEST GAS AND ELECTRICITY INTERCONNECTIONS : CONFERENCE (BUDAPEST, 27-28 OCTOBER)
5. CROATIE : VISITE DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES
6. ACP : POLITIQUES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL
7. PVD : COOPERATION AVEC LES ONGD (1993)
8. STABEX : RAPPORT 1993
9. CHINA : VISIT OF SIR LEON BRITTAN
10. CHINA-EUROPE INTERNATIONAL BUSINESS SCHOOL (SHANGHAI)
11. HONG-KONG : VISIT OF SIR LEON BRITTAN
12. AIDES : GUINEE-BISSAU - EGYPTE
13. PREVISIONS

II. CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE

1. CONSEIL "ECOFIN" (BRUXELLES, 7 NOVEMBRE)
2. CONSEIL "INDUSTRIE" (BRUXELLES, 8 NOVEMBRE)
3. PREVISIONS

III. PARLEMENT EUROPEEN

1. TRAVAUX PRINCIPAUX DES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES
2. PREVISIONS : SESSION DE NOVEMBRE (STRASBOURG, 14-18.11.94)

IV. ORGANISATIONS INTERNATIONALES

1. WEU : NEW SECRETARY-GENERAL

I. COMMISSION

1. STATE AID POLICY : OVERVIEW

The Commission has produced in French and English an overview on recent developments in Community state aid policy (Memo 94/67).

Extrapolation for the whole of the current year of the data available in early October shows that the number of decisions taken in 1993 and 1994 has not risen; it has even dropped a little since 1992.

The total amount of aid allowed in 1993 and 1994 is not yet known, but, given the statistical distribution of aid volumes, it should not differ greatly from previous years. Any detailed analysis also has to take account of German unification.

The number of in-depth investigations initiated has stayed steady in 1993 and 1994 in comparison with the two previous years.

These figures should explode a few myths. They take on even more significance when it is borne in mind that the Community is just emerging from a severe economic crisis requiring major industrial adjustment. Completion of the single market is also causing far-reaching structural changes in certain branches of industry or services that are newly exposed to competition. These two important aspects of the business environment could have led to an upsurge in government assistance to enterprises: they have not, thanks in no small measure to the Commission's watchfulness.

In the Overview, it is noted that the Commission is gradually introducing into agreements with non-member countries clauses ensuring equal treatment for Community firms. It intends to strive through the WTO for the gradual establishment of a minimum core of common rules for dealing with state aid.

NDLR : A copy of the OVERVIEW can be obtained through the Secretariat of our service.

2. PECHE : REPARTITION FINANCIERE DEFINITIVE DES RESSOURCES POUR L'ADAPTATION DES STRUCTURES (1994-1999)

Le 2 mars 1994, la Commission avait procédé à une répartition indicative entre les Etats membres des ressources disponibles au titre de l'objectif 5a) "structures de la pêche". Cette répartition ne portait que sur 90 % des ressources disponibles et il restait donc un reliquat de 81.9 MECU.

Lors de sa réunion de cette semaine, la Commission a procédé à la répartition de ce reliquat et clôturé ainsi la répartition définitive des ressources.

La répartition définitive (reliquat inclus) pour la période 1994-1999 est la suivante (en millions d'ECU) :

Belgique	24.5
Danemark	139.9
Allemagne	74.5
Espagne	199.6
France	189.9
Italie	134.4
Luxembourg	1.1

- 4 -

Pays-Bas	46.6
Royaume-Uni	88.7
<hr/>	
TOTAL	819.2

3. COMMUNICATION : LIBERALISATION DES RESEAUX

Lors de l'inauguration de l'"Electronica", le 7 novembre à Munich, M. BANGEMANN a souligné le rôle important que les technologies modernes de l'information et de la communication sont appelées à jouer dans la société informationnelle globale. Avec 2800 exposants de 48 pays, l'"Electronica" est la plus grande **exposition professionnelle internationale** dans le domaine des **modules électroniques** et des **techniques de mesure et d'essais**.

Pour M. BANGEMANN, il est hors de doute que la société informationnelle permettra de mieux résoudre certains problèmes auxquels aucune solution définitive n'a encore pu être apportée. Pour illustrer son propos, il a cité l'exemple de la densité croissante de la circulation, qui pourrait être considérablement réduite par le recours à des systèmes intelligents et informatisés de gestion du trafic. En outre, ces systèmes permettraient de répartir plus équitablement les coûts liés aux transports individuels. Pour stimuler la mise en oeuvre de semblables applications tournées vers l'avenir, il est indispensable de **libéraliser** rapidement les **services** et les **infrastructures**.

Toujours selon M. BANGEMANN, l'ordinateur personnel et le téléphone constituent les éléments techniques les plus importants d'une société informationnelle. Le niveau excessif des tarifs téléphoniques constitue le principal obstacle à une vaste acceptation des nouvelles possibilités d'application. M. BANGEMANN a souligné qu'"un abaissement des tarifs est entièrement conditionné par un accroissement de la concurrence et ce, qu'il s'agisse des services ou des réseaux". Le secteur de l'électronique serait également l'un des grands bénéficiaires de semblable évolution. Pour inciter en particulier les PME à innover, la Commission européenne attribuera en 1995 un prix spécial appelé "**Information Technology European Award '95**". La Commission souhaite ainsi montrer qu'elle veut promouvoir une recherche plus proche du marché, notamment dans le domaine des technologies de l'information et de la communication.

4. EAST-WEST GAS AND ELECTRICITY INTERCONNECTIONS : CONFERENCE (BUDAPEST, 27-28 OCTOBER)

At the initiative of the Commission, under its international energy co-operation programme "SYNERGY", a conference on East-West Gas and Electricity Interconnections was held in Budapest, Hungary on 27-28 October 1994.

The conference stressed the importance of strengthening East-West **electricity and gas interconnections** with a view to increasing security of energy supplies across the European continent; promoting economic development and improving the environment; and increasing mutual dependence leading to progress and peace.

Fostering East-West energy links encourages **energy trade and cooperation**, which is the principal aim of the European Energy Charter.

- 5 -

The investment involved in reinforcing existing energy links and creating new ones will be undertaken essentially by the Industry, International Financial Institutions and private investors. It will require careful long-term planning and commitment and co-ordinated financial effort. The PHARE and TACIS programmes will continue to provide essential technical assistance, including feasibility studies, and will in future be involved to a limited extent in the co-financing of investment.

The conference echoed the call of the European Council at its Corfu meeting in June 1994 for priority to be given to projects of European dimension and of common interest. Special reference was made to the Russia-Belarus, Poland-European Union gas link as one of the priority projects to be pursued within the European Union's policy on Trans-European Networks.

In the gas sector there is a need to strengthen existing gas links, to develop storage capacity and to consider new links which would bring additional gas from CIS and other sources to Europe.

5. CROATIE : VISITE DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES

M. van den BROEK a reçu le Premier Ministre adjoint et Ministre des Affaires étrangères de Croatie, M. Mate CRANIC.

Le rendez-vous a permis d'analyser la situation politique et militaire en ex-Yougoslavie notamment en Bosnie-Herzégovine et en Croatie. Il a été constaté que la situation militaire reste hautement précaire avec des mouvements parfois favorables aux troupes du gouvernement bosniaque, dans certains cas assistés par des troupes croates et, dans d'autres cas, plutôt favorables aux troupes de PALE. Mr. van den BROEK a beaucoup insisté que tout soit fait pour obtenir un accord de PALE relatif au plan de paix proposé par le Groupe de contact et déjà agréé par Sarajevo, Zaghreb et Belgrade. Les discussions ont également porté sur les relations de la Croatie avec la Fédération de Bosnie-Herzégovine.

En outre, en ce qui concerne les relations bilatérales entre la Croatie et l'Union européenne, Mr GRANIC s'est félicité des discussions du dernier Conseil "Affaires générales" sur la question de l'inclusion de la Croatie dans le programme PHARE. A cet effet, il a été convenu que des contacts au niveau des services se tiendront dans les prochains jours et semaines entre Zaghreb et la Commission afin de définir les priorités d'un plan d'action PHARE, y compris l'enveloppe financière.

S'agissant d'un accord de commerce et de coopération économique entre la Croatie et l'Union européenne, il a également été constaté avec satisfaction que le Conseil a autorisé la Commission à entamer des contacts exploratoires avec les autorités de Zaghreb afin de permettre à la Commission d'élaborer une proposition de directive de négociation pour un tel accord.

6. ACP : POLITIQUES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL

La Commission a transmis au Conseil une communication sur l'appui communautaire à l'ajustement structurel dans les pays ACP intitulée "Pour la consolidation et l'approfondissement d'une approche réaliste et concertée".

Après plusieurs années de mise en oeuvre de l'instrument spécifique d'appui aux politiques d'ajustement structurel prévu à la quatrième Convention de Lomé, il est opportun de présenter un premier bilan complet, qualitatif et quantitatif et de dresser l'état des réflexions de la Commission, par ailleurs engagée dans une importante négociation pour le renouvellement du protocole financier de la quatrième Convention

- 6 -

de Lomé.

La présente communication donne un premier bilan **quantitatif** (54 décisions de financement représentant un montant de 1.100 MECU) de l'utilisation de l'instrument pour près d'une quarantaine de pays ACP ainsi que les améliorations apportées à la gestion interne pour rendre plus efficace l'allocation des ressources au bénéfice des pays les plus actifs dans leurs programmes de réformes.

En ce qui concerne les résultats d'ordre **qualitatif**, l'expérience de l'implication de la Commission a rapidement montré la nécessité pour cette dernière de développer des outils permettant, au niveau de chaque pays d'exprimer sa perception et son appréciation du programme de réformes et de mettre en oeuvre des instruments d'appui, aussi bien en matière d'utilisation des devises que de ciblage des fonds de contrepartie.

La Commission propose des lignes d'actions pour le futur articulées autour de trois axes :

- la **consolidation** de l'approche actuelle confirmant la pertinence des préoccupations centrales de l'Union en termes d'implication à long terme des programmes d'ajustement, d'insertion dans une approche régionale, de dimension sociale ...
- l'**approfondissement** des points forts de l'approche développée jusqu'à aujourd'hui tels que les finances publiques et l'insertion des programmes dans un cadre régional;
- l'**élargissement** de l'action par l'adaptation des instruments et de la gestion, la recherche d'autres voies de coopération, la réflexion sur une nouvelle pratique de la conditionnalité qui consisterait à substituer une conditionnalité de programme à une conditionnalité d'instruments, et enfin par le renforcement de la coordination au niveau communautaire, notamment au sein des Institutions de Bretton Woods (v. doc. COM(94)447).

7. PVD : COOPERATION AVEC LES ONG (1993)

La Commission a approuvé un rapport sur la coopération avec les organisations non-gouvernementales de développement (ONGD) européennes dans des domaines intéressant les pays en voie de développement (PVD) au cours de l'exercice 1993. Il présente l'utilisation des crédits alloués en 1993 pour le cofinancement avec les ONGD. Ce rapport aborde également d'autres domaines importants, notamment l'aide alimentaire, l'aide humanitaire, les programmes spéciaux et la coordination entre les ONGD (v. doc. COM(94)468).

8. STABEX : RAPPORT 1993

La Commission a approuvé un rapport au Comité des Ambassadeurs ACP-CE, sur l'état d'avancement du traitement pour l'année d'application 1993 de l'ensemble des transferts au titre du système de stabilisation des recettes d'exportation instauré par la 4ème Convention ACP-CEE. Pour cette période 36 Etats ACP pouvaient bénéficier de 57 transferts au titre du système de stabilisation des recettes d'exportation (v. doc. SEC(94)1773).

- 7 -

9. CHINA : VISIT OF SIR LEON BRITTAN

Sir Leon BRITTAN visited Beijing and Shanghai on November 6 and 7, in the latest stage of a sustained Commission attempt to open up China's markets, to bring China into the world trade system and to help China develop the infrastructure for its new society and new economy.

Sir Leon began his visit in Beijing, where he held talks with the Minister for External Trade, Mrs WU YI. These talks covered the full range of outstanding issues on China's accession to the World Trade Organisation, as well as exchanging views on the official-level textiles talks under way in Beijing this week.

Sir Leon confirmed the desire of the European Union to see China in the WTO as a founder member. But further Chinese flexibility was needed on market access for products and services, on trading monopolies, on full currency convertibility, and on the GATT-compatibility of emerging Chinese industrial policy. "There is no guarantee that China will succeed in negotiating WTO founder member status. I want a success. But a window of opportunity will not remain open for ever. If we do not conclude a detailed agreement soon, it will be difficult to avoid disillusionment setting in and negotiations grinding to a halt. With flexibility on all sides, I am still confident that negotiations can succeed. But momentum must not be lost."

Both sides agreed that officials should intensify talks this month in an attempt to break the logjam over WTO accession. Sir Leon invited Mrs WU to come to Brussels at her convenience in order to maintain the momentum.

Sir Leon also called on the influential Mayor of Shanghai, Mr HUANG JL, whom he last met during the Mayor's visit to Brussels last year.

10. CHINA-EUROPE INTERNATIONAL BUSINESS SCHOOL (SHANGHAI)

The Shanghai Municipal Government and the European Union - represented by Sir Leon BRITTAN - jointly established the China Europe International Business School - CEIBS during Sir Leon's visit. Both sides will provide financial support for this venture which aims to become a centre of excellence in management education and research for China and the East Asian region.

The school will build upon 10-years of experience of the China-Europe Management Institute, which has gained a nation-wide reputation and was previously located in Beijing. This institute has educated 240 MBA graduates, many of whom now occupy senior positions in China. In addition more than 1000 executives from Sino-foreign joint ventures and Chinese companies have been going through its management programmes.

The first of its kind in China, the business school will provide an international environment for the training of China's "international managers", operating at the interface between the Chinese and international business community.

The Shanghai Jiaotong University and the European Foundation for Management Development, the two partners in this venture, will provide the institutional guarantees in achieving the following goals :

- The Shanghai Jiaotong University, with a history of nearly 100 years, is one of the top universities in China. It has wide and long-standing contacts with industry in China and will facilitate a close contact with the Chinese business environment;
- The European Foundation of Management Development, a consortium of high-level European business schools and companies, will provide international support through its network.

- 8 -

In addition the quality of the School's programmes will be assured by an Academic Council which includes some of the world's top business schools.

The main activities of the school include :

- an 18-month MBA programme for young aspiring managers from China and abroad; students are recruited on a competitive basis and go through an intensive, practice-based programme taught in English;
- a 2-year executive (part-time) MBA for senior managers of Chinese and Western enterprises in China;
- short executive programmes for managers of joint ventures and Chinese companies : general management, leadership skills, finance, marketing, production management and human resource management.

Substantial financial support, in excess of 25 Million ECU, for the new building and the first years of operations will be jointly provided by the European Union and the Shanghai Municipal Government. In the medium run the school strives to become self-financing, mainly through corporate and individual donations.

Commenting on the new **Business School**, Sir Leon said that he was proud to join with the Chinese government and the municipality of Shanghai in opening China's first international Business School. The School would be able to draw on the best of European and Chinese experience. It would be the European Union's biggest cooperation project in China, with over 200 students destined to be at full time education at any one time and up to a thousand taking shorter courses each year.

11. HONG-KONG : VISIT OF SIR LEON BRITTAN

During a full round of political and business meetings in Hong-Kong, Sir Leon BRITTAN emphasised Europe's support for continued economic integration in the Asia-Pacific region, and called for top-level political dialogue between the European Union and Asia. The meetings included talks with Mr. Chris PATTEN, Governor of Hong-Kong, and other officials.

Looking forward to the APEC Summit in Bogor, Indonesia, next week, Sir Leon BRITTAN expressed strong support for the APEC experiment :

"I hope that the Summit in Indonesia will endorse the objective of continued progress towards free trade while at the same time making explicit APEC's commitments to pursue this objective on the basis of world trade rules".

"We hope for a systematic, informal dialogue with APEC participants in relations to their discussions. APEC is tackling matters of worldwide concern, such as further investment liberalisation. We believe we may have valuable contributions to make to the thinking of our Asian partners, particularly where the same issues are simultaneously under discussion in Asia, in Europe and in such multilateral fora as the World Trade Organisation."

Sir Leon welcomed suggestions emerging in Asia for closer political-level contacts, particularly between the European Union and East Asian countries. This followed calls during the World Economic Forum in Singapore last month for Europe and Asia to hold a joint Europe-East Asia summit next year.

"We must avoid formality, sterility and mere feel-good meetings. I am confident that the idea of a high-level dialogue will gain momentum as we move into the New Year. Preparation will be needed. But top-level political discussions are long overdue

- 9 -

between Europe and Asia. They would not constitute empty gesturing. Indeed, strong political ties between the two regions will provide the best possible basis for broadening other contacts, too."

In a speech to the European Business Councils in Hong-Kong, Sir Leon also defended Europe's trade policy against accusations of protectionism, and assured them that Europe is not out to impose unacceptable social standards on Asian economies.

12. AIDES : GUINEE-BISSAU - EGYPTE

La Commission a adopté les aides humanitaires suivantes :

- **GUINEE-BISSAU** : **100.000 ECU** a été octroyée par la Commission en vue de lutter contre une épidémie de choléra fulgurante qui s'est déclenchée dans le Sector Autonome de Bissau (région frontalière avec la Guinée Conakry), les îles Bijagos et Oio, et d'empêcher sa propagation à l'entiereté du pays.
- **EGYPTE** : la Commission a octroyé une aide humanitaire d'urgence de **500.000 ECU** en faveur de la population victime de la double calamité d'inondations et d'incendies qui a affecté la région d'Assiout et Haute Egypte.

13. PREVISIONS

Les points suivants figurent au projet de l'OJ de la prochaine réunion hebdomadaire de la Commission qui aura lieu à Strasbourg, le mercredi 16 novembre 1994 :

- Réseaux transeuropéens :
 - = Rapport d'étape sur les tables rondes;
 - = Rapport au Conseil européen;
- Lutte contre les émissions des composés organiques volatils (COV) résultant des opérations de ravitaillement aux stations-services (directive "Etape II");
- Protection des consommateurs en matière d'indication des prix;
- Organisation commune des marchés dans le secteur du sucre;
- Secteur de la banane - Contingent d'importation;
- Régime agrimonétaire du marché unique;
- Consultations sur le Livre vert sur les communications mobiles personnelles;
- Réorganisation du CCR;
- Nouvel objectif 4 du Fonds social européen;
- Cohérence des politiques communautaires avec les objectifs de la politique de coopération au développement (article 130 V).

Les rencontres suivantes sont prévues :
- M. MARIN reçoit le Président du Kenya, M. Daniel T. ARAP MOI (14 novembre);
- M. PINHEIRO reçoit le Ministre des Affaires étrangères du Kenya, M. Kalonzo MUSYOKA (14 novembre);
- M. MARIN reçoit M. Do QUOC SAN, Président du Comité d'Etat pour la planification du Vietnam (18 novembre).

Par ailleurs, les déplacements suivants sont prévus :

- M. STEICHEN rencontre le Ministre japonais de l'Agriculture, M. Taichiro OKAWARA (Tokyo, 18 novembre);
- Visite officielle de M. STEICHEN en Thaïlande. Rencontre avec des Membres du Gouvernement (20-22 novembre).

- 10 -

II. CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE

1. CONSEIL "ECOFIN" (BRUXELLES, 7 NOVEMBRE)

A) Livre blanc sur la croissance, la compétitivité et l'emploi

Le Conseil a eu un large débat sur trois aspects du Livre blanc, à savoir les réseaux transeuropéens, l'amélioration de la situation d'emploi et le lien entre la croissance économique et l'environnement.

En ce qui concerne les réseaux transeuropéens, le Conseil a entendu un exposé introductif du Vice-Président CHRISTOPHERSEN sur l'état des travaux du Groupe "Christophersen", portant notamment sur les aspects financiers de ces réseaux.

M. CHRISTOPHERSEN a notamment indiqué qu'il espérait que le Groupe qu'il présidait pourrait présenter au Conseil européen d'Essen un rapport d'identification des projets de réseaux allant plus loin que les onze projets prioritaires; ces nouveaux projets comprendraient des actions vers les nouveaux membres, vers les pays tiers (PECO) et aborderaient de nouveaux problèmes (par exemple la coordination du trafic aérien). Le nombre global de projets serait d'environ cinquante.

Par ailleurs, le Conseil a entendu une communication du Président de la BEI qui a apporté des indications sur les disponibilités de la BEI pour le financement des réseaux ainsi que sur les adaptations des modalités de financement que la Banque pourrait envisager dans ce contexte.

Quant à l'amélioration de la situation de l'emploi, le Conseil a procédé à un échange de vues sur un rapport du Comité de politique économique concernant les progrès réalisés par les Etats membres dans leurs politiques de création d'emploi. Lors de ce débat, un large accord s'est dégagé sur ce rapport.

Le Conseil a débattu également de la relation existante entre la croissance économique et les actions en faveur de l'environnement. La Commission vient de lui soumettre sa communication couvrant ce domaine.

A l'issue de l'échange de vues, le Président a annoncé que la Présidence préparera, pour la prochaine session du 5 décembre, un projet de conclusions du Conseil "ECOFIN" au Conseil européen d'Essen.

B) Taux d'accises applicable au bio-carburants

Le Conseil a pris note de l'état des travaux concernant la proposition de directive modifiée "Taux d'accises applicables aux carburants pour moteurs d'origine agricole".

Ces travaux ont porté notamment sur une proposition de compromis formulée par la Présidence qui prévoit que la décision d'accorder une réduction du droit d'accise applicable aux carburants d'origine agricole soit laissée à la discrétion des Etats membres et que, en outre, les Etats membres puissent limiter la quantité de carburants pouvant faire l'objet d'une telle réduction sous la forme d'un régime de quotas (le cas échéant limité aux produits qui proviennent des surfaces gelées dans le cadre de la Politique agricole commune).

En conclusion, le Conseil a chargé le groupe compétent de poursuivre ses travaux en vue de sa prochaine session du 5 décembre.

- 11 -

C) Fiscalité de l'épargne

Le Conseil a été informé de l'état des travaux concernant la fiscalité de l'épargne dans la Communauté. Il a chargé le groupe compétent de poursuivre les travaux en vue de sa prochaine session du 5 décembre.

D) Régime fiscal applicable aux intérêts et redevances

La présidence est prête à revoir le dossier au prochain ECOFIN; Mme SCRIVENER a constaté que certaines objections de principe subsistaient de la part de certaines délégations et n'a pas exclu que la Commission retire le texte. Le texte a effectivement été retiré par la suite.

E) Assistance financière à l'Ukraine

Le Conseil a procédé, au cours du déjeuner, à un échange de vues sur la proposition de la Commission visant à octroyer à l'Ukraine une assistance macro-financière de 85 MECU.

Mr CHRISTOPHERSEN said that this proposal granting a balance of payment loan of 85 million Ecu in its approach was similar to balance of payment loans granted to the PECO countries. Given the fact that the proposal is linked to further conditions concerning the closure of Tchernobyl and the fact that a very interesting burden sharing has been obtained, he was optimistic that a decision soon will be taken in the Council. The US has pledged 100 million dollars and Canada 30 million dollars, and there are positive indications from Japan. On this basis, it would be odd for the EU not to take a decision. The Commission would be ready to work out a strategy paper on financial assistance to Third countries, but it would be a lengthy process. The Commission would rather prefer a rapid decision on Ukraine.

Le Conseil est convenu de poursuivre ses délibérations en la matière prochainement.

F) Relations avec les PECO's

Le Conseil a eu un échange de vues sur certains aspects financiers des relations avec les PECO's dans le cadre de la préparation du Conseil européen d'Essen.

Il s'est penché notamment sur trois aspects sur lesquels la Commission a fait des suggestions, à savoir : la coopération avec la BERD, le remplacement des prêts de balance de paiement par un mécanisme de financement d'ajustement structurel et le taux de couverture de la garantie budgétaire de la Communauté pour les prêts BEI. A ce propos, le Conseil a également entendu des exposés du Président du Comité monétaire et du Président de la BEI.

En conclusion du débat, le Conseil a approuvé des éléments présentés par la Présidence dans un document de réflexion. Ces éléments seront pris en considération dans le cadre de la définition de la stratégie concernant la préparation à l'adhésion des PECO's, qui sera soumise au Conseil européen d'Essen.

In a press conference, Vice-President CHRISTOPHERSEN said that the Commission has suggested that the balance of payment loans, which have been granted to the PECO countries over the last four years, should be replaced by structural adjustment loans. Such loans would better respond to the present level of transformation in the PECO countries now. The recent request of two PECO countries for such adjustment loans pointed in that direction. He was therefore not satisfied with the Council's "conservative" reception of this idea.

- 12 -

G) Rencontre avec les PECO's et les Pays Baltes

Le Conseil a procédé à la préparation de la rencontre avec les Ministres des Finances des PECO's et des Pays baltes qui a eu lieu, en soirée, lors d'un dîner. Cette rencontre a donné l'occasion à un débat ouvert sur un certain nombre de questions financières telles que l'amélioration de l'efficacité du programme PHARE, le rôle de la BEI et l'accès des PECO's aux programmes communautaires (recherche, etc.).

2. CONSEIL "INDUSTRIE" (BRUXELLES, 8 NOVEMBRE)

A) Industrie sidérurgique : restructuration de l'industrie européenne

Le Conseil a entendu la présentation par MM. BANGEMANN et VAN MIERT de la communication de la Commission "Restructuration sidérurgique communautaire : bilan et conclusions" (COM(94)466) qui constate que les réductions de capacité convenues avec l'industrie sidérurgique n'ont pas été atteintes (seulement 16,2 millions de tonnes si on inclut 5 millions de tonnes en provenance des Bresciani au lieu des 19 millions de tonnes convenues) et conclut à la fin du plan de restructuration et, en particulier, des mesures d'accompagnement (mesures de stabilisation du marché, volet social maintenu jusqu'en 1995 dans les limites budgétaires, mesures externes, mécanismes financiers).

Le Conseil a adopté des conclusions dans lesquelles il réaffirme notamment ses graves préoccupations quant à la persistance d'une surcapacité structurelle, principale cause de la situation difficile de la sidérurgie européenne.

Nonobstant l'évolution conjoncturelle favorable observée depuis peu sur le marché, le Conseil demeure d'avis qu'il importe de rechercher une solution durable au problème posé par ces surcapacités. Dans cette perspective, certaines délégations ont regretté l'abandon par la Commission du plan de restructuration; d'autres délégations ont, pour leur part, déclaré partager les conclusions tirées par la Commission de son appréciation de la situation.

En ce qui concerne plus particulièrement le Volet Externe, le Conseil a pris acte de la position de la Commission selon laquelle seulement deux options sont possibles :

- soit l'abandon, pour 1995, des contingents tarifaires pour les importations en provenance de certains pays, tel que suggéré par la Commission;
- soit leur maintien et ajustement, compte tenu de l'adhésion des nouveaux Etats Membres.

Chacune des deux options nécessiterait une décision du Conseil respectant les exigences des Traités CECA et CE.

B) Aides à Ekostahl

Le Conseil a entendu la présentation par M. VAN MIERT de la communication de la Commission sur les aides d'Etat accordées par le Gouvernement allemand dans le cadre de la reprise de Ekostahl par Cockerill Sambre. M. VAN MIERT a mis l'accent sur le caractère comparable de ce plan de reprise avec le plan de reprise d'Ekostahl par Riva, approuvé par le Conseil en décembre dernier, les différences entre les deux plans étant explicables et justifiables.

- 13 -

La Présidence a constaté qu'aucune délégation ne s'oppose au plan de reprise par Cockerill Sambre et a invité les délégations intéressées (d'abord D et UK) à se rencontrer avec la Commission pour procéder aux éclaircissements souhaités de façon à dégager un accord qui sera adopté en point A lors d'un prochain Conseil. En cas de difficulté, une session extraordinaire du Conseil "Industrie" sera convoquée en décembre.

C) XXIIIème rapport de la Commission sur la politique de concurrence (1993)

La Ministre JACOBSEN (DK) a, sur la base des cas Bull et Air France, invité la Commission à faire preuve de davantage de transparence dans le traitement des dossiers d'aides d'Etat. Il est, en effet, nécessaire que les entreprises soient assurées du respect de critères uniformes dans l'appréciation de la légalité de ces aides.

Le Ministre VAN DEN BRANDE (B) a insisté sur le fait que les aides d'Etat ne doivent pas devenir des aides à la délocalisation des entreprises vers d'autres Etats membres (ni d'ailleurs vers des Etats tiers). Il a également plaidé pour une transparence accrue (en particulier par la publication des critères pour les aides aux PME).

Le Président REXRODT a conclu que le Conseil a pris note du XXIIIème rapport de la Commission et des observations des délégations.

D) Orientations de politique industrielle à appliquer au secteur pharmaceutique

Le Conseil a entendu une brève présentation par M. BANGEMANN de la communication de la Commission sur les orientations de politique industrielle à appliquer au secteur pharmaceutique dans la Communauté européenne (COM(93)718) et a renvoyé l'examen de cette communication au COREPER.

E) Renforcement de la compétitivité de l'industrie européenne de la construction mécanique

M. BANGEMANN a brièvement présenté la communication de la Commission sur le renforcement de la compétitivité de l'industrie de la construction mécanique (COM(94)380).

Il s'agit d'une industrie qui demeure compétitive au niveau mondial. Son importance économique est évidente (21.000 entreprises, 2,3 millions d'emplois, grand nombre de PME spécialisées). La concurrence japonaise est toutefois devenue une réalité dans ce secteur et l'avance technologique de l'industrie européenne diminue. Il faut porter les efforts sur les mesures destinées à consolider la compétitivité de l'industrie (recherche dans le domaine de l'électronique, coopération industrielle, réseaux de distribution).

M. BANGEMANN a suggéré de renvoyer l'examen de cette communication au COREPER et le Conseil a, sans débat, conclu en ce sens.

- 14 -

3. PREVISIONS

Les points suivants figurent au projet de l'Ordre du jour des réunions du Conseil au cours de la semaine prochaine :

Conseil "AGRICULTURE" (14-15 novembre)

- Normes de commercialisation pour certaines matières grasses;
- Régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables (blé dur, oléagineux);
- Législation de mise en oeuvre du cycle d'Uruguay : volet "agriculture";
- Organisation commune du marché vitivinicole.

Conseil "BUDGET" (16 novembre)

- Suite à la procédure budgétaire 1995 : projet de budget général des Communautés européennes amendé et assorti de propositions de modification par le Parlement européen;
- Adaptation des perspectives financières en vue de l'élargissement de l'Union européenne.

Conseil "TELECOMMUNICATIONS" (17 novembre)

- Libéralisation des infrastructures de télécommunication et des réseaux de TV par câble;
- Réseau numérique à intégration de services (RNIS);
- Réseaux télématiques transeuropéens entre administrations;
- Télévision avancée;
- Communications par satellites : capacité de segment spatial;
- Reconnaissance mutuelle des licences et autres autorisations nationales;
- Résultats de la consultation sur le Livre Vert sur les communications mobiles et personnelles;
- Applications télématiques dans le transport en Europe.

III. PARLEMENT EUROPEEN

1. TRAVAUX PRINCIPAUX DES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

La commission des affaires étrangères, de la sécurité et de la politique de la défense a adopté à l'unanimité les rapports KRISTOFFERSEN sur l'EEE, MENDILUCE sur la Bosnie-Herzégovine et CALIGARIS sur les visas. En outre, les membres ont engagé la discussion sur la stratégie de pré-adhésion pour les pays d'Europe centrale et orientale (rapport OOSTLANDER) et la stratégie pour l'Asie (rapport GOL) et ont poursuivi l'examen de la question de l'élargissement à Malte, dont le rapport sera prêt pour février 1995. En revanche, les membres n'ont pas abordé la question de l'élargissement à Chypre à cause de l'absence du rapporteur.

La sous-commission des droits de l'homme, lors d'une réunion extraordinaire, a examiné les suggestions d'amélioration de la procédure de l'art. 49 du Règlement du Parlement concernant les débats d'urgences, dont une préconise l'instauration d'une heure des urgences lors des sessions "additionnelles" à Bruxelles.

- 15 -

La commission REX a eu un échange de vues avec M. BANGEMANN sur la politique industrielle et sur la société d'information. Par ailleurs, elle a adopté les rapports concernant l'accord avec le Sri Lanka (rapport POLLACK) et les accords avec les pays baltiques. En outre, les membres ont examiné les rapports MIRANDA DE LAGE sur l'intégration des pays en développement dans le système international de commerce et RANDZIO PLATH sur les conclusions de l'Uruguay Round. En ce qui concerne l'avis HINDLEY sur la nouvelle stratégie en Asie, le rapporteur a critiqué la communication de la Commission.

La commission institutionnelle a décidé de la structure de deux documents de travail sur "le fonctionnement du Traité sur l'Union européenne dans la perspective de la Conférence Intergouvernementale de 1996" et nommé les deux rapporteurs principaux : M. BOURLANGES et M. MARTIN. M. HERMAN a, par ailleurs, évoqué favorablement le suivi de ses rapports avec M. SANTER quant aux procédures liées à l'investiture de la Commission.

La commission des budgets a tenu une réunion de routine entre les deux lectures, mais avait néanmoins quelques points importants à son ordre du jour.

Elle a poursuivi sa discussion stratégique sur la révision des perspectives financières. Elle a relevé une certaine incohérence de la Commission sur le nouvel équilibre entre les dépenses pour l'assistance aux PECO et les pays du Sud, et le maintien du niveau de PHARE et TACIS sans relever le plafond de la catégorie IV.

2. PREVISIONS : SESSION DE NOVEMBRE (STRASBOURG, 14-18.11.94)

Given the short time elapsed since the October part session, few Committee meetings have taken place and very little new legislation has been adopted. The most important political debate on this agenda will be the third edition of the new question and answer procedure on Wednesday morning. Mr MARIN will speak on the cooperation with the Mediterranean countries and with Latin America. Another important political item will be the Commission's statement on GATT.

It will be interesting to see how Parliament will solve the question of nominating the Mediator, as the Petitions Committee was not able to agree on a candidate.

Here are the main points on the agenda :

Monday, 14 November

- WIJSENBEK Report on maximum authorised weights and dimensions for road vehicles.

Tuesday, 15 November

- Presentation of the annual report of the Court of Auditors by its President, Mr MIDDELHOEK followed by questions;
- NEWMAN Report on the role of the Ombudsman appointed by the Parliament.

- 16 -

Wednesday, 16 November

- Statement by the Commission on the cooperation programme with the Mediterranean basin and the Mercosur countries followed by a debate;
- KRISTOFFERSEN Report concerning arrangements for implementing the Agreement on the European Economic Area (EEA);
- Statement by the Commission following the opinion of the European Court of Justice on the GATT Agreement.

Thursday, 17 November

- McNALLY Report on a Community programme providing financial support for the promotion of European technology 1995-1998 (THERMIE II);
- Debates on topical and urgent subjects of major importance :
 - = Angola;
 - = Syrie et le processus de paix au Moyen-Orient;
 - = TNP (Traité de non-prolifération);
 - = Droits de l'homme;
 - = Catastrophes :
 - * Sibérie;
 - * Egypte;
 - * Turquie;
 - * EU.
- MAIJ-WEGGEN Report on the integration of the developing countries in the international trading system - Role of the GSP 1995-2004;
- MAIJ-WEGGEN Report on a three-year scheme of generalised tariff preferences (1995-97) in respect of certain industrial products originating in developing countries and a generalised tariff preference in respect of certain agricultural products originating in developing countries.

Friday, 18 November

- Recommendation on the situation in Bosnia-Herzegovina.

En marge de la session la commission des affaires étrangères et la commission REX recevront M. Ramiro DE LEON CARPIO, Président de Guatémala.

IV. ORGANISATIONS INTERNATIONALES

1. WEU : NEW SECRETARY-GENERAL

Mr. José PIRES CUTILEIRO, at present Director of the Diplomatic Institute of the Foreign Ministry of Portugal, has been appointed Secretary-General of the WEU in succession to Mr. Wim VAN EEKELLEN.

D.F. WILLIAMSON, SECRETAIRE GENERAL

RCV BY:EC/WAS>snd
MSG: C4 27135 1

;11-11-94 ; 4:53PM ;
REF: 4315081858

2024291766;#18
11-Nov-94 22:42